

IB/JR

MINISTÈRE D'ÉTAT  
AFFAIRES CULTURELLES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION  
DE L'ARCHITECTURE

## ARRÊTÉ

MONUMENTS HISTORIQUES

LE MINISTRE D'ÉTAT CHARGÉ DES AFFAIRES CULTURELLES,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et notamment l'article 2 modifié et complété par la loi du 23 juillet 1927 et la loi du 27 août 1941 et par le décret du 18 avril 1961,

La commission supérieure des monuments historiques entendue ;

ARRÊTE :

### ARTICLE PREMIER

Sont inscrits sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques les parties suivantes de l'Hôtel de Ville de BAZAS (Gironde) :

- façades, toitures, sol des portiques

le tout figurant au cadastre sous le n°260 section A.B. et appartenant à la commune de BAZAS

### ARTICLE 2

Le présent arrêté sera transcrit au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit.

### ARTICLE 3

Il sera notifié au préfet du département, pour les archives de la préfecture, au maire de la commune d e BAZAS

qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le 12 AVRIL 1965

Pour le Ministre et par délégué  
Le Maître des Requêtes au Conseil d'Etat  
Directeur de l'Architecture

*Max Quérien*  
Max QUERRIEN